

La ville durable, une opportunité pour la France en Chine

Entreprises \Pratiques commerciales \Eco-conception

Publié le 26-08-2013



Alors que la Chine connaît une urbanisation galopante, ses décideurs s'intéressent de plus en plus au développement urbain durable. Une opportunité pour les professionnels français du secteur, encouragés par l'Etat.

Wuhan Energy Flower

Soeters Van Eldonk Architects

A l'origine, Thierry Jacquet n'avait pas prévu d'étendre son activité en Chine. Fondateur de Phytorestore, une PME française spécialisée dans le traitement de l'eau et des sols par les plantes, il est contacté en 2004 par la municipalité de Shanghai pour effectuer la dépollution de trois rivières. « A l'époque, il était un peu trop tôt pour nous implanter réellement. Shanghai était en avance sur le reste du pays », se souvient-il. Pourtant, avec 8 salariés sur place, il considère aujourd'hui la Chine comme « l'un de ses axes prioritaires. » De fait, les décideurs chinois sont actuellement dans une prise de conscience sur l'urgence à rendre leurs villes plus durables, estime l'entrepreneur, dont l'activité en Chine ne cesse de se développer.

Une urbanisation extensive

Le marché potentiel est énorme : le taux d'urbanisation du pays est passé de 26 % en 1990 à plus de 50 % en 2011, et devrait atteindre 62 % en 2030, avec à la clef la création de nombreuses villes nouvelles. Jusqu'ici, l'urbanisation s'est faite de manière peu durable, avec notamment une approche de la ville favorisant l'utilisation des véhicules individuels. « Le modèle d'urbanisation chinois est particulièrement extensif. C'est un étalement urbain qui se fait en juxtaposant des objets - parcs d'activités, quartiers résidentiels, infrastructures de transport - qui ne sont pas reliés entre eux. On ne prend aucun compte des aspérités environnementales, topographiques ou culturelles », commente Jean-François Doulet, maître de conférences à l'Institut d'urbanisme de Paris et directeur adjoint du centre franco-chinois Villes Territoires.

« French touch » ?

Dans ce contexte, la France dispose d'atouts, mais elle est en retard sur d'autres pays comme

l'Allemagne, la Suède ou l'Angleterre, mieux implantés dans le pays. La ville durable est devenu un marché mondial important mais très compétitif et le gouvernement français l'a bien compris : depuis plusieurs années, il tente de mettre en avant l'expertise hexagonale en la matière. Une « *French touch* » qui se démarque en proposant, en plus de solutions techniques, « *une approche plus humaine, une compréhension globale des enjeux permettant une action contextualisée* », précise Jean-François Doulet.

Début avril, un accord sur le développement urbain durable portant sur la période 2007-2012 a été renouvelé pour une période de cinq ans par la ministre de l'écologie Delphine Batho lors de la visite du président Hollande à Pékin. But de l'opération : « *faire valoir l'excellence des technologies et du savoir-faire des groupes français et des PME innovantes* » en matière d'économie verte.

Outre divers programmes de coopération institutionnelle (comme la formation d'urbanistes chinois en France), l'accord relance pour 5 ans l'expérimentation menée sur la zone du Grand Wuhan depuis 2010. Cet ensemble urbain de près de 30 millions d'habitants situé au centre de la Chine a été choisi pour être une vitrine regroupant les savoir-faire français. En trois ans, de nombreux projets y ont été lancés, comme la réhabilitation thermique de bâtiments publics financée par l'Agence Française du Développement (AFD), ou la conception et la gestion d'un hub de transports multi-modal pour l'aéroport de Wuhan, (les deux projets impliquant des entreprises françaises).

Retard français

Par ailleurs, le bureau d'études français URBA 2000 a mené avec les autorités locales plusieurs projets de planification urbaine, notamment autour du territoire du Lac Liangzi. Cependant, faute d'un véritable comité de pilotage, tous ces projets restent disparates et l'on semble être encore loin de l'ambition affichée : créer une dynamique commune afin de promouvoir une « offre globale » française de la ville durable. « *Nous devons nous mettre d'accord sur un moyen de bien organiser nos forces. Si nous réussissons, alors nous pourrions rattraper notre retard* », juge Pierre Mayet, président d'URBA 2000.

En attendant, les entreprises françaises profitent autant que possible des opportunités offertes par le marché chinois. Ainsi, Suez Environnement, qui gère déjà 200 stations de traitement de l'eau en Chine, devrait bientôt se lancer dans le traitement des déchets grâce à la création d'une coentreprise avec un acteur chinois du secteur. De son côté, Thierry Jacquet est en train de travailler à la mise ne place d'une branche chinoise de Phytorestore. Pour la PME, la Chine offre plus qu'un simple marché : elle permet le développement de projets inédits, qui pourront peut-être être développés par la suite dans d'autres pays. « *En France ou en Europe, explique l'entrepreneur, personne n'oserait choisir une solution alternative comme celle que nous proposons pour une zone de 50 000 habitants. Ici, c'est considéré comme un petit projet.* »

Gaël Bernard à Pékin